

**Discours à la nation prononcé par le président de la République, Me Abdoulaye Wade, le 31 décembre 2010.**

**Sénégalaises, Sénégalais**

**Africaines, Africains,**

**Hôtes étrangers qui vivez parmi nous,**

Au seuil du nouvel an, c'est avec un plaisir renouvelé que je m'adresse à vous, mes chers compatriotes.

En cette heureuse circonstance, rendons grâce à Dieu, Maître absolu du temps, pour la faveur qu'Il nous accorde, une fois de plus, de vivre ensemble ces moments privilégiés de joie et d'espérance.

Je vous invite, chers compatriotes, à vous joindre à moi pour une pensée pieuse pour tous ceux que le décret divin a arrachés à notre affection. Prions pour que le Tout-Puissant, dans sa grande miséricorde, leur réserve pour l'éternité, un havre de paix et de bonheur en son paradis. Aux malades parmi nous, j'exprime toute ma compassion et formule des prières pour leur prompt rétablissement.

Je salue, en particulier, nos concitoyens établis à l'étranger, non pas par plaisir mais pour gagner honnêtement leur vie, aider leurs parents et leur pays. Et je salue affectueusement nos braves soldats, hommes et femmes, déployés dans diverses missions dans le monde, au service de la paix et de la sécurité internationales.

**Mes chers compatriotes,**

L'année s'achève en apothéose, comme a dit le poète, avec la fin du 3-ème Festival mondial des arts nègres qui aura fait de Dakar, pendant trois semaines, la capitale du monde noir, le rendez-vous des plus grands artistes noirs dans les 16 branches des arts dont la musique, la danse, le cinéma, la mode, la peinture, la sculpture, la poésie et la littérature. De talentueux artistes mondialement connus ainsi que nos plus grands savants relevant de toutes les disciplines scientifiques et les intellectuels d'Afrique et de la diaspora ont fait le déplacement pour venir vivre avec nous le temps d'un festival. Le pays entier, sur toute l'étendue du territoire national, particulièrement dans les capitales régionales, a vibré, de jour et de nuit, avec des animations en salles mais aussi sur les places publiques grouillant de monde. La fête était partout.

Au total, plus de 6000 participants venant de plus de 70 pays de tous les continents.

Sur le socle de l'unité culturelle des peuples noirs riche de sa diversité, le III-ème Festival mondial des arts nègres aura fait l'inventaire de nos apports à la culture et à la civilisation pan humaines et embrassé passionnément l'avenir en création. Car il n'est de culture que celle qui s'adosse d'abord solidement sur son identité fondamentale mais, par sa dimension humaine et son potentiel de puissance, pénètre les écrans culturels et échange avec les autres communautés humaines pour s'ouvrir et s'enrichir.

Le Premier Festival, vous le savez, a été conçu et organisé en 1966 à Dakar par Léopold Sédar Senghor et ses compagnons tels que l'écrivain Alioune Diop, fondateur de la Revue Présence Africaine. Le deuxième a été accueilli à Lagos, Nigéria, onze ans après, en 1977.

Déplorant que plus de trois décennies après Lagos il n'ya ait eu aucune initiative de continuer une si belle tradition qui s'amorçait, oubliée même par les héritiers du Poète Président, j'ai soulevé la question à l'occasion d'un Sommet des chefs d'Etat de l'Union Africaine et c'est avec les encouragements de mes pairs que le Sénégal fut, tout naturellement chargé de son organisation.

J'ai accepté mais en expliquant que, pour le financement, au lieu de réclamer des cotisations, j'allais demander des contributions volontaires à certains pays, parmi les plus nantis.

Donc, totalement oublié, les Festival, grâce à l'initiative sénégalaise, a été ressuscité, 33 ans après celui de Lagos.

Le pari a été tenu, par la seule volonté et l'engagement de tous les Sénégalais.

Entre manifestations culturelles, artistiques et intellectuelles, le génie créateur du peuple noir, dans toute sa diversité, a brillé de tout son éclat, pendant trois semaines.

J'exprime à tous nos hôtes le témoignage de notre gratitude formule le souhait que les message d'engagement, de respect, de confiance et de fraternité humaine que porte le Festival puisse servir de viatique à la jeunesse d'Afrique et de la diaspora et inspirer les générations futures dans un monde où cohabitent en paix et en égale dignité, tous les peuples et toutes les cultures, dans la reconnaissance et le respect de leur contribution au progrès de l'Humanité.

Je rends hommage aux pionniers du Festival mondial des arts nègres, j'ai nommé Léopold Sédar Senghor, Aimé Césaire, Alioune Diop mais, par la même occasion, je félicite la Délégation générale du Festival, le Président et les membres du Comité scientifique dirigé magistralement par notre compatriote le Professeur Iba Der Thiam, le Président et les membres de la Commission internationale, le Président et les membres de la Commission nationale, et tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réussite de l'évènement.

Ce que nous venons de vivre n'a pas de prix mais il est légitime de s'interroger sur les retombées. Parlons-en. Des dizaines de milliards de revenus distribués aux artistes, à leurs orchestres, leurs danseurs et leurs collaborateurs, aux intellectuels qui ont perçu des per diem, aux hôteliers et leurs fournisseurs, aux nombreuses sociétés qui ont réalisé les villages et effectué les rénovations des salles de spectacles et d'exposition, aux sociétés avec leurs milliers de travailleurs de toutes catégories, menuisiers, maçons, manœuvres, ferrailleurs, monteurs de scène, transporteurs, restaurateurs et derrière ceux-ci, les marchands de denrées alimentaires, de viandes et légumes, les éleveurs de poulets, pour fournir 6 .000 personnes pendant trois semaines !

Parmi les réalisations permanentes, le Sénégal a construit avec ses propres deniers un village de 1.600 lits de durée de vie minimale de 10 à 15 ans.

Au total, le festival n'a pas de prix. Il est hors marché parce qu'il n'a pas son pareil. Dans sa forme actuelle, c'est un produit unique. Plutôt que se confiner dans les salles de théâtre, il s'est déployé et est allé embrasser le Sénégal des profondeurs dans ses dimensions géographiques, ethniques et sociales. Il est allé vers le peuple au lieu de la convoquer.

**Mes chers Compatriotes,**

Alors que l'année nouvelle s'annonce, le monde entier reste encore sous l'emprise d'une crise économique et financière profonde, mettant à rude épreuve les Etats, les entreprises, les travailleurs et les ménages.

Je sais, dans ce contexte, combien est difficile la gestion du quotidien quand il s'agit, pour certains, de chercher du travail, pour d'autres, de nourrir, soigner, loger, éduquer et entretenir une famille, et pour tous d'aspirer au mieux-être.

Le social, assurément au cœur de toutes nos préoccupations, reste pour le gouvernement, une priorité de premier ordre dont la prise en charge passe nécessairement par l'augmentation de la richesse nationale, elle-même tributaire d'une économie performante.

Et je voudrais vous dire qu'en dépit des difficultés conjoncturelles, nous sommes sur la bonne voie parce que nous avons fait passer le revenu per capita de moins de 500 dollars, le seuil de pauvreté, avant 2000, à 1.350 dollars en 2010. Ainsi, chiffres en mains, le Sénégal a franchi le seuil de la pauvreté ; il a réussi à se hisser la tête hors de l'eau ! Les développements positifs cumulés ou enregistrés en 2010, nous placent sous de meilleurs auspices pour l'année 2011.

D'abord, le Gouvernement a résolument poursuivi l'assainissement des finances publiques avec l'apurement quasi-total de la dette auprès des fournisseurs et la régularisation des engagements extrabudgétaires.

Ensuite, grâce à l'option de croissance accélérée, le redressement de notre croissance économique s'est consolidé, au cours de l'année 2010, avec comme corolaire l'accroissement du volume des investissements privés.

Enfin, le passage de tous nos programmes auprès du FMI, au titre de l'Instrument de soutien à la politique économique (ISPE), a été concluant.

Je rappelle que l'ISPE, conçu pour les pays à revenu qui peuvent se passer l'assistance financière du FMI, est un procédé volontaire d'assistance et de conseil qui appuie nos efforts pour jeter les bases d'une économie émergente, portée par une croissance forte, saine et durable.

Je me dois de remercier ici nos partenaires bilatéraux et multilatéraux pour le soutien et la confiance qu'ils accordent.

Et je redis notre disponibilité au dialogue et à la concertation pour rendre la gouvernance économique encore plus efficace et l'environnement des affaires plus attractifs.

Sur la voie de l'émergence, il est heureux que la bonne nouvelle nous vienne, une fois de plus, du secteur agricole avec d'excellentes récoltes d'arachides, un cumul de 2 630 000 tonnes pour le mil, le sorgho et le fonio et plus de 600.000 tonnes pour le riz.

Ainsi, mes chers compatriotes, par la synergie de nos efforts et avec l'aide de Dieu, nous atteint l'autosuffisance alimentaire. Et aujourd'hui le nombre d'habitats à prix raisonnables s'accroît avec une vitesse surprenante. Or, on dit que « Quand le bâtiment va, tout va ! ».

Si près du but, nous devons persévérer dans nos efforts. Persévérer en produisant mieux et plus. Préserver en donnant la possibilité à chaque consommateur, partout Sénégal, d'acheter du riz local à un prix abordable. La création de la Société de promotion et de commercialisation du riz du Sénégal répond à ce souci.

Il en est de même de la transformation des produits agricoles, avec l'acquisition de 54 plateformes multifonctionnelles et de 500 autres en cours d'achat.

Une phase pilote est déjà en cours avec des unités installées à Taïba Niassène, Touba, Diourbel et Mérina Dakar.

Ce programme sera ensuite élargi pour générer près de 4.000 emplois à l'emploi 2012, en particulier pour les femmes rurales ; parce que dans l'esprit de la loi parité hommes/femmes que nous avons adoptée en mars dernier, la promotion du pouvoir décisionnel de la femme va de pair avec le renforcement de ses capacités productives à tous les niveaux.

S'agissant justement de la question cruciale de l'emploi, nous venons de procéder au dépouillement des 10.000 demandes de recasement des marchands ambulants de Dakar et de sa banlieue. Dans une première phase, 5.000 d'entre eux ont été accrédités et pourront choisir entre une cantine et un étal.

Dans une deuxième phase, les dossiers des 5.000 autres seront traités et bénéficieront des mêmes dispositions à Petersen.

Pour la trituration de l'arachide, le procédé d'élimination de l'aflatoxine testé avec succès par l'Institut de technologie alimentaire (ITA) et adopté aux presses à huile déjà acquises, permettra au monde rural de produire une huile saine, à la portée de toutes bourses. Ne voyez-vous pas que les paysans sont en train de devenir... des industriels !

En ce qui concerne la campagne arachidière, le gouvernement octroyé, cette année encore, une subvention de 15 francs CFA par kg pour maintenir le prix du kilogramme à son niveau de la campagne précédente, soit 165 francs CFA. Si, malgré le triplement du revenu per capita, certaines couches restent démunies, il reste que la richesse a été créée mais mal répartie. Nous allons y remédier.

Mais toutes ces mesures d'accompagnement de notre révolution agricole ne pourraient avoir leur plein effet sur l'amélioration de notre pouvoir d'achat que si nous engageons en même temps une véritable révolution individuelle et collective des mentalités et des habitudes, en consommant davantage ce que nous produisons.

De plus, la diversification des activités rurales par la transformation des produits agricoles permet aux producteurs de gagner des revenus supplémentaires en n'étant plus obligés de brader le fruit de leur dur labeur.

Au demeurant, c'est l'objectif du Syndicat national des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs du Sénégal (SYNAEP/JAPANDOO), structure syndicale de type nouveau devant permettre à ses membres de maîtriser toutes les étapes du circuit, allant de l'acquisition des intrants à la commercialisation des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

Avec une meilleure organisation, les producteurs ne devraient plus être à la merci d'intermédiaires dont les pratiques malsaines, que nous avons démasqués, profitent indument du système des subventions en vendant les semences à des prix exorbitants.

J'entends mettre fin définitivement fin à ces abus inacceptables et j'ai donné des instructions les plus fermes à cet effet.

Et je ne transigerai pas parce que les subventions et les autres moyens mobilisés chaque année par le gouvernement servent, non pas à enrichir des rentiers véreux, mais bien à faciliter aux producteurs ruraux l'accès aux semences et autres intrants à des prix abordables pour améliorer leur productivité.

S'agissant de l'élevage, nos résultats restent encore en deçà des grandes potentialités de ce secteur, malgré les efforts consentis, notamment avec l'insémination de 100.000 vaches dans le cadre du Programme spécial d'insémination artificielle, la distribution de 200 motofaucheuses en cours de 300 tanks solaires pour la collecte et la conservation du lait, et le lancement du Programme élargi de vaccination du bétail.

C'est que devant l'immensité des besoins et nos limites budgétaires, nous sommes astreints à des choix compte tenu des urgences. Mais je tiens par-dessus tout à ce que plus de moyens soient alloués à ce secteur aussi vital que l'agriculture pour hisser à la hauteur de nos ambitions. Dans la quête de notre autosuffisance alimentaire.

Le même souci guide nos réalisations dans le domaine de pêche avec les travaux en cours pour l'installation, au premier trimestre de 2011, de 15 complexe frigorifiques acquis pour un montant de 4,5 milliards de Francs CFA, afin d'améliorer les capacités de conservation et de commercialisation de la pêche artisanale.

S'agissant des transports maritimes, le programme d'investissements en cours nous permettra de réaliser un ouvrage d'accostage à Carabane sur l'axe Dakar-Ziguinchor., une plateforme pour gros porteur à Kidira, un port de pêche à Ziguinchor, en plus de la réhabilitation du port de Kaolack et du dragage du fleuve Casamance.

Dans le domaine de l'industrie extractive, la vocation minière de notre pays se confirme.

Pour l'or, après Sabodala et Douta, les sites de Goulouma et Massawara entreront en phase de production en fin 2012.

Je me réjouis en outre du renforcement progressif des capacités de production de l'usine de phosphate de Matam et du redressement des Industries chimiques du Sénégal (ICS) après l'opération de recapitalisation de 2008.

Au titre du Programme social minier mis en place par le Gouvernement, des activités en faveur des populations voisines des sites d'extraction, allant du recasement du village de Dambankhoto à l'octroi de bourses aux meilleurs bacheliers de Kédougou et de Tambacounda ont été financées par des sociétés minières.

Le Programme social minier me tient à cœur parce qu'à mon sens, l'exploitation doit toujours concilier le souci légitime de rentabiliser l'investissement et l'exigence de contribuer à la lutte contre la pauvreté pour

que les populations locales bénéficient des retombées positives de l'extraction des richesses de leur terroir.

### **Mes chers compatriotes,**

Dans la conduite de notre processus de développement économique et social, les infrastructures restent, une fois de plus, au cœur de nos priorités, parce qu'elles sont au développement ce qu'une fondation est pour une maison.

C'est une voie obligée ; une exigence stratégique dont notre pays, qui aspire à l'émergence, ne saurait s'affranchir.

Sans infrastructure de qualité, il ne peut y avoir de libre circulation des personnes, des biens et services. Des pans entiers du territoire national resteraient enclavés et tous nos efforts de développement compromis.

Du reste, l'ouverture à la circulation du tronçon Patte d'Oie de l'autoroute, qui permet désormais de relier Dakar à sa banlieue en quelques minutes, pour un trajet de plus d'une heure auparavant, montre à suffisance l'impact positif du développement des infrastructures sur la vie de tous les jours.

Ce bond qualitatif sera encore plus sensible lorsque la 2-ème phase de l'autoroute, sur l'axe Pikine-Diamniadio, en cours de travaux, sera achevée.

Et voilà pourquoi il nous faut résolument poursuivre les autres projets en cours à Dakar et dans les régions, visant notamment, pour ne citer que quelques exemples :

- Le contournement de Rufisque par un système de connectivité à l'autoroute à péage ;
- Le prolongement de la Voie de dégagement Nord ;
- L'élargissement de la Route des Niayes pour desservir la banlieue ;
- L'élargissement de l'axe routier Mamelles-aéroport et de la route de Ouakam ;
- La réhabilitation de la route Saint-Louis-Rosso-Richard-Toll ;
- Le Projet urbain à haute intensité de main d'œuvre à Dakar et Ziguinchor, devant générer 13.000 emplois ;
- Un réseau de pistes de production de 1513 Km, construites ou réhabilitées dans le bassin arachidier et les régions de Tambacounda, Ziguinchor et Kolda.

En plus du programme d'infrastructures ferroviaires, maritimes et fluviomaritimes, d'autres projets routiers feront incessamment l'objet de concertations avec nos partenaires, pour les besoins de financements y afférents.

Il s'agit en particulier :

- du prolongement de l'autoroute vers l'aéroport de Diass, puis Mbour et Thiès ;

- de la construction de l'autoroute Thiès-Diourbel-Touba ;
- de la réhabilitation de la route Rufisque-Bambilor-Mboro-Lompoul ;
- de l'achèvement des corridors Passy-Sokone et Nioro-frontière Gambie ;
- du bitumage des routes Tivaouane-Touba, Toul-Khombole et Joal-Samba Dia- Djiffer ;
- de la réhabilitation des routes Touba-Dahra-Linguère-Louga ; et de la modernisation de la ville de Tivaouane.

Quant au projet phare de l'aéroport international Blaise Diagne, ses travaux progressent de manière satisfaisante pour que l'ouvrage soit livré dans les délais convenus, tandis que la nouvelle compagnie Sénégal Airlines réceptionnera ses premiers appareils en début janvier pour démarrer ses activités dans les toutes prochaines semaines.

Pour la cohérence de nos choix stratégiques, les travaux d'infrastructures s'accompagnent du renouvellement progressif du parc des transports avec 402 minibus acquis pour le compte des opérateurs privés, dont 152 déjà livrés.

La Chine a accepté de fournir 235 nouveaux bus à une nouvelle société de transport public qui acceptera de signer un cahier des charges et un code de conduite. J'aurais voulu en faire bénéficier Dakar, mais la gestion de celle-ci n'a pas convaincu notre bailleur. Ce programme sera étendu à Mbour, Kaolack, Saint-Louis, Thiès, Touba et Ziguinchor.

Au demeurant, les chantiers d'infrastructures touchent également les collectivités locales avec le parachèvement, entre 2010 et 2012, de la construction de l'ensemble des hôtels communautaires et l'équipement de 52 hôtels de ville pour un coût total de près de 9 milliards de francs CFA.

Evidemment, les travaux d'infrastructures conduisent parfois à des désagréments inévitables de populations.

Je me réjouis à ce sujet de l'approche mise en œuvre par l'APIX, intégrant les aspects sociaux et environnementaux dans la libération de la zone traversée par le tronçon Pikine-Keur Massar de l'autoroute.

Cette approche a permis entre autres :

- d'apporter le traitement le plus favorable possible à plus de 3000 ménages et près d'un millier de micro-entreprises déplacées par le projet.
  - de prévoir la restructuration de Pikine irrégulier sud, par différents aménagements et infrastructures publiques qui contribueront à la résolution du problème des inondations de la banlieue ;
  - et d'inscrire dans le projet, en compensation des arbres détruits, la régénération de la forêt de Mbao pour en faire un espace vert récréatif pour tous les habitants de la région de Dakar.
- L'exécution de ce volet commencera dès janvier 2011.

En ce qui concerne l'habitat social, je suis sensible à l'aspiration légitime de chaque famille, à un logement décent selon ses moyens. Et c'est l'objet du programme "Une famille, un toit".

C'est pourquoi le Plan Jaxaay, qui a déjà livré 2012 logements, pendant que 953 sont en cours de construction, vise, dans sa deuxième phase, un objectif de 5000 unités pour mieux asseoir sa vocation nationale avec le concours de la Banque mondiale.

Il reste, bien entendu, le problème lancinant de l'électricité. Je vous épargnerai le détail de ce que nous faisons. Je vous demande seulement de me faire confiance et de patienter encore quelques mois. Je sais combien est grande la frustration des usagers face aux désagréments occasionnés par les délestages, ce en dépit des investissements importants consentis pour redresser ce secteur vital de l'économie et satisfaire la demande en électricité et en gaz.

En raison de la persistance des défaillances et de la complexité des problèmes que pose la question de l'énergie, j'ai prescrit un audit complet du secteur pour identifier les causes profondes de la crise et apporter des solutions durables.

Les premiers constats du diagnostic sont connus : déficit structurel de production, circuit d'approvisionnement inadéquat et forte dépendance au fuel dont les prix restent très élevés, en plus des retards enregistrés dans l'exécution des projets d'exploration du gaz et de mise en place des centrales à charbon.

Au regard de ces constats, le gouvernement finalise actuellement un Plan d'urgence pour améliorer la fourniture en énergie notamment par :

- la mise en place de capacités additionnelles d'appoint avec l'accélération des projets de centrales au charbon ;
- l'amélioration des méthodes d'approvisionnement de la SENELEC en combustible ;
- et une meilleure maîtrise de la demande.

En plus de ces mesures d'urgence, nous avons signé avec le Groupe EDF (Electricité de France) un accord dont la mise en œuvre nous permettra de résoudre de manière durable le problème des délestages par un renforcement de la production et un meilleur entretien des équipements pour une plus grande efficacité du système de distribution de l'électricité.

Je voudrais en outre saluer la mise en place par le ministère chargé de l'Energie d'un comité de restructuration et de relance du secteur de l'Energie qui regroupe diverses compétences de la filière.

Malgré les difficultés actuelles, je tiens à la poursuite du programme d'électrification rurale, pour atteindre le taux de couverture de 50% à l'horizon 2012.

L'Agence sénégalaise d'Electrification rurale (ASER) travaille dans ce sens sur la base de 10 concessions à octroyer au secteur privé dans le cadre d'un partenariat privé-public, 30 pour cent du capital des sociétés concessionnaires d'électrification rurale devant être réservés au secteur privé national.



En ce qui concerne le volet des hydrocarbures, nous travaillons actuellement au doublement des capacités de raffinage de la SAR ainsi qu'au renforcement de ses installations de stockage du gaz pour parer définitivement aux ruptures de ce produit de première nécessité.

A terme, notre pays pourrait même devenir un hub sous régional en matière d'hydrocarbures.

Enfin, j'ai donné des instructions nécessaires pour l'accélération immédiate des programmes d'exportation et de production pétrolières.

### **Mes chers compatriotes,**

Vous connaissez mon attachement constant à l'éducation et à la formation, priorité qui se traduit par l'allocation de 40 pour cent de notre budget à ce secteur, clef de voûte de notre stratégie de développement à long terme.

Rien que pour le Préscolaire, l'Elémentaire et le Moyen Secondaire, le budget 2011 prévoit 315 milliards, soit une hausse de 17,5 pour cent par rapport à 2010 parce qu'il nous faut encore plus de salles de classes, plus d'enseignants et plus d'équipements pour garder le rythme de nos efforts dans l'éducation et la formation.

Ainsi, au titre du Budget consolidé 2011, nous réaliserons 1130 salles de classes pour l'élémentaire et le moyen, 17 collèges de proximité, 3 lycées départementaux, 4 daaras modernes, en plus du lycée national des jeunes filles.

Parallèlement, le Gouvernement poursuit le dialogue avec les partenaires sociaux, autour des questions liées à la revalorisation de la fonction enseignante, la titularisation des sortants de la Faculté des Sciences et Techniques de l'Education et de la Formation (FASTEF), la formation diplômante des maîtres et professeurs, le reclassement des titulaires de diplômes pédagogiques et le logement.

Je voudrais également dire que la reconstruction du Lycée Seydina Limamoulaye, un établissement qui s'est toujours illustré par l'excellence de ses résultats, me tient particulièrement à cœur.

C'est pourquoi j'ai tenu à recevoir personnellement, il y a quelques jours, les partenaires engagés dans la réalisation de ce projet dont nous avons signé le protocole d'accord. Et nous leur faisons toute confiance pour mener à bien ce projet dans les délais convenus.

Sur les questions pédagogiques, je sais que la suppression de l'entrée en 6-ème fait débat et j'y suis personnellement sensible en tant qu'enseignant.

De toute évidence, nous ne pouvons pas engager une telle réforme sans mesurer au préalable son impact sur le système éducatif. J'ai donc demandé au Ministre en charge de l'Education d'étudier la question dans tous ses aspects, la qualité devant rester le paramètre de référence pour éviter le piège d'une éducation au rabais.

Du primaire à l'université, un système éducatif qui se veut crédible ne peut en effet se soustraire à l'impératif d'excellence qui suppose nécessairement une évaluation de l'élève et de l'étudiant selon les normes pédagogiques.

C'est dans le même esprit qu'il nous faut poursuivre la prise en charge des besoins de l'Enseignement supérieur.

En dix ans, le milieu universitaire a radicalement changé.

Entre 2000 et 2010, le nombre de nouveaux bacheliers par an et en effet passé de 9206 à 29.117, celui des étudiants ayant évolué dans la même période de 28.000 à plus de 100.000.

Cette massification des effectifs qui contribue à l'émergence d'un Sénégalais de type nouveau, en phase avec la société du savoir et du savoir-faire, a été possible grâce à d'énormes investissements dans les infrastructures scolaires et universitaires, au recrutement soutenu d'enseignants et une politique volontariste d'octroi de bourses et d'aides.

Dans le même esprit, j'ai demandé au Ministre en charge de l'Enseignement supérieur de tout mettre en œuvre pour réaliser l'Université de Kaolack en 2011 en attendant d'élargir la carte universitaire aux régions de Tambacounda, Louga et Matam.

Malgré les nombreux défis à relever, l'Enseignement Supérieur poursuit sa tradition de pôle d'excellence comme en témoignent les Prix internationaux attribués cette année à des universitaires sénégalais et la sélection entre plusieurs concurrents de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université Cheikh Anta Diop pour abriter la Chaire de l'Organisation mondiale du commerce.

Aux uns et autres, j'adresse mes chaleureuses félicitations.

Je me réjouis également de l'émergence des universités privées.

Je soutiens cette dynamique en ce sens qu'elle élargit l'offre de formation et crée une émulation de nature à contribuer à la diversification des cursus et à l'amélioration de la qualité des enseignements.

Il reste que le renouvellement rapide des connaissances exige une remise en cause permanente du contenu des programmes et des filières.

En rapport avec les acteurs du monde universitaire, le Ministère de l'Enseignement Supérieur devrait engager une réflexion sur les innovations qu'appelle l'adaptation des enseignements aux réalités de notre temps et aux exigences du marché de l'emploi.

C'est à ce prix que notre jeunesse, vibrante et ambitieuse, pourra exprimer dans les meilleures conditions son intelligence et son talent, non seulement dans les études mais aussi dans d'autres domaines d'activités professionnelles ou sportives.

Je salue à ce sujet les belles performances du sport sénégalais au cours de l'année 2010, performances qui nous ont valu 110 médailles africaines et mondiales. La qualification de notre équipe nationale cadette de football pour la Coupe d'Afrique des nations de 2011, une première pour notre pays, est emblématique de ce renouveau sportif sénégalais.

Je vous exhorte, jeunes lionceaux qui voyez déjà grand, à honorer avec la même détermination les couleurs nationales lors de la phase finale. Vous avez tout mon soutien et celui du Gouvernement.

Comme je l'ai indiqué récemment au Conseil présidentiel sur le sport, il nous faut revenir au Sénégal qui gagne avec des infrastructures sportives de qualité.

Je suis heureux d'annoncer qu'à la fin des chantiers en cours, nous compterons en 2011, onze stades modernes tous dotés de pistes athlétiques.

Comme pour l'éducation, la formation et le sport, nous poursuivons sans relâche nos efforts dans le domaine de la santé avec l'achèvement prochain d'infrastructures hospitalières de référence à l'instar de l'Hôpital Dalal Jamm de Dakar, des hôpitaux régionaux de Matam, Fatick et Ziguinchor, celui pour Enfants de Diamniadio et de la Clinique de gynécologie et de pédiatrie de l'hôpital général de Grand Yoff.

Parallèlement, 590 agents ont été recrutés cette année pour renforcer les effectifs du secteur de la santé.

Nous avons en outre mené cette année des campagnes soutenues de vaccination contre la poliomyélite et la rougeole, parce qu'il nous faut constamment rester en alerte s'agissant de la santé maternelle et infantile.

En ce 21-ème siècle où tous les moyens d'éliminer certains risques et maladies par la prévention existent, il est insupportable que des femmes enceintes meurent en donnant la vie ou que des enfants trainent un handicap pour la vie alors qu'une simple prévention, souvent gratuite au demeurant, permet d'éviter ces drames que nous portons dans notre conscience collective.

C'est dire que la prévention par la vaccination doit définitivement s'ancrer dans nos habitudes et devenir, au sein de la famille et de la Communauté, l'affaire de tous comme le veut d'ailleurs l'initiative Bajenu Goox.

S'agissant du plateau médical, si avec l'unité opératoire ultramoderne de l'Hôpital Principal nous avons enregistré des progrès notables en neurochirurgie, nous devons par contre combler le déficit pour ce qui concerne la greffe du rein et l'exploration des artères du cœur, communément appelée coronarographie.

Les évacuations sanitaires pour maladies rénales et cardiovasculaires nous coûtent en effet très cher alors que nous disposons aujourd'hui d'une expertise locale pour y faire face.

J'invite par conséquent le Ministre de la Santé et de la Prévention médicale à prendre rapidement toutes les initiatives nécessaires, en matière d'équipements et de réglementation, pour une mise à jour de notre plateau médical dans ces deux domaines.

### **Mes chers Compatriotes,**

Comme vous le savez, 2011 est une année préélectorale, celle des préparatifs et des derniers réglages dans la perspective de l'élection présidentielle de 2012.

Gardons notre sérénité. Tout se passe normalement.

Pour écarter toute spéculation sur un risque de report ou d'anticipation du scrutin, j'ai déjà fixé par décret la date de l'élection au 26 février 2012.

Et conformément à mon adresse à la Nation le 3 avril 2009, nous avons commis, avec l'appui de nos partenaires, notamment l'Allemagne, les Etats-Unis et l'Union Européenne, une équipe d'experts internationaux à l'effet de procéder à i, audit indépendant de notre système électoral ; audit ouvert à l'ensemble des acteurs politiques.

En outre, traduisant un engagement que j'avais pris à la demande des acteurs politiques, je viens de signer le décret portant création d'un comité de veille et de suivi des recommandations de la Mission d'audit du fichier électoral.

La révision exceptionnelle des listes électorales se déroulera également dans le même esprit d'ouverture et de transparence avec l'implication de toutes les parties prenantes.

Ce processus devra nous mener, une fois de plus, à l'organisation d'un scrutin que je souhaite libre, transparent, apaisé et incontestable.

C'est ainsi que nous poursuivrons notre marche résolue vers le progrès dans un Sénégal uni dans sa diversité et en paix avec lui-même en particulier dans sa région naturelle de Casamance où le Gouvernement, en dépit des derniers événements regrettables, reste disposé au dialogue avec le MFDC ; un Sénégal Fidele à sa diplomatie de bon voisinage, d'intégration africaine, d'ouverture sans exclusive et de promotion de la paix dans le monde.

Concluant sur cette note optimiste, je voudrais à présent, mes chers compatriotes, vous présenter mes vœux, de bonne santé, de bien être et de longévité, de paix dans les cœurs et les esprits, de bonheur familial et de réussite pour tous.

Puisse Dieu le tout-puissant nous apporter son assistance et nous placer sous sa divine protection

Bonsoir et Déwénéty.